

# SASKIA SASSEN

## « La ville est un espace intéressant pour définir une politique »

ÉCONOMISTE ÉCRIVAIN(E) ESSAYISTE PHILOSOPHE ANTHROPOLOGUE POLITOLOGUE HISTORIEN(NE) SCIENTIFIQUE **SOCIOLOGUE**

Citoyenne du monde et sociologue de la mondialisation.

Ainsi pourrait-on résumer le destin de Saskia Sassen. Née aux Pays-Bas, elle a grandi en Argentine puis en Italie. Ses études sont à l'unisson de cette jeunesse cosmopolite : elle a étudié à Rome, Buenos Aires et Poitiers, université où elle décroche, en 1974, une maîtrise de philosophie. Elle en a gardé un français maîtrisé. Depuis la fin des années 1960 et des études à l'université Notre-Dame (Indiana), elle est installée aux États-Unis. Elle enseigne actuellement à l'université de Columbia (New York) mais continue de parcourir le monde, pour d'innombrables conférences auxquelles elle est invitée pour exposer le fruit de ses recherches. Celles-ci tourment, notamment, autour des modalités et des effets de la globalisation, objet de l'interview qu'elle a accordée à *l'Humanité*. Saskia Sassen a forgé le concept de « ville globale » et conteste l'idée selon laquelle les États sont globalement affaiblis par le processus de mondialisation. Elle a récemment reçu le prix Prince des Asturies pour les sciences sociales. Elle met actuellement la dernière main à son prochain ouvrage, publié début 2014 aux Éditions de l'université de Harvard, *Expulsions: When Complexity Produces Elementary Brutalities*, sur les logiques générales d'expulsions qui accompagnent la globalisation actuelle.

C. D.

À lire : *la Globalisation. Une sociologie* (Éditions Gallimard) ; *Critique de l'État* (Éditions Demopolis).

À consulter : [www.saskiasassen.com](http://www.saskiasassen.com)  
La version intégrale de l'entretien sur [humanite.fr](http://humanite.fr)

**V**os travaux vous ont amenée à conclure que le processus de globalisation n'avait pas débouché sur une disparition de l'État mais sur un nouveau type d'État. Quel est-il ?

**SASKIA SASSEN.** Il est resté national au regard de la loi internationale et de bien des façons : partis politiques, traditions, aspects culturels. Mais une bonne partie de ce qui fait les fonctions de l'État a été dénationalisée. Je ne veux pas dire par là « privatisée ». Non, je parle d'un État qui n'est plus impliqué dans la formation de la nation (« nation building »). La ligne directrice des exécutifs nationaux n'est plus orientée vers cela mais vers l'aide à la mise en place du projet global du monde de l'entreprise.

Il y a, pourtant, un élément intéressant et peu souligné dans ce processus de dénationalisation de ce qui était à l'origine un projet national. Face aux défis globaux qui sont posés, les États qui fonctionnent – qui peuvent être des États pauvres comme la Bolivie, l'Équateur (pour moi, un État qui fonctionne est un État au sein duquel se déroulent une lutte des classes, des combats, des oppositions) – possèdent désormais des capacités plus complexes que les compagnies les plus riches. Ces dernières n'ont qu'un projet alors qu'un État qui fonctionne doit gérer plusieurs logiques. À partir du processus de globalisation, les États ont développé des capacités pour l'internationalisme dont ils ne disposaient pas – certes, un internationalisme au service des grandes compagnies et du système financier globalisé. Je me demande si cette capacité, ces muscles internationaux pourront être utilisés pour des projets du bien commun global – santé, changement climatique, pauvreté. Je ne veux pas être idéaliste mais comme votre série d'entretiens tourne autour du futur, je vois là une piste. Mais il faudrait une classe politique nouvelle et un engagement avec d'autres États pour solutionner les grands défis de notre monde.

**Comment s'est opérée cette redistribution des cartes au sein même des États ?**

**SASKIA SASSEN.** La globalisation affaiblit des pans entiers de l'État mais je défends l'idée qu'elle renforce la branche exécutive, la partie de l'État qui, au fond, ne doit pas rendre de comptes. On parle ici du président et du premier ministre, mais pas seulement. Cela inclut aussi la Banque centrale, ou, dans le cas des États-Unis, le Pentagone, car le pays est perpétuellement en guerre. Cela peut concerner aussi le département du commerce, lorsqu'il s'agit des négociations sur les échanges. Le gouvernement des États-Unis dispose de plus de 800 départements mais seulement cinq ou six font partie de ce que l'on pourrait décrire

Pour Saskia Sassen, sociologue, professeure à l'université de Columbia (New York), l'État n'a pas été englouti par le processus de dérégulation dont il a, par ailleurs, été un acteur majeur.

comme l'espace du pouvoir exécutif dans l'État moderne.

Pourquoi j'avance cet argument du renforcement de l'exécutif ? Si vous dérégulez et privatisez, puisque c'est censé être le nouveau modèle, vous retirez forcément nombre de fonctions à la branche législative. Il y a moins à réguler, moins d'entreprises publiques à gérer... Il y a toujours autant de membres au Parlement, ce qui ne rend pas immédiatement évident que le législatif joue un moindre rôle. Nous, citoyens, continuons de nous tourner vers eux puisqu'ils sont nos représentants. Dans une démocratie, le pouvoir appartient au Parlement et les membres du gouvernement viennent du Parlement. Tony Blair n'a pas brisé cette règle. Mais le vrai cabinet était fantôme et il n'avait de comptes à

**« Un État qui fonctionne est un État au sein duquel se déroulent une lutte des classes, des combats, des oppositions. »**

rendre à personne. Si je mentionne le Labour, c'est pour montrer que cette logique est allée au-delà des frontières des partis. Elle n'a pas été l'exclusivité de Thatcher ou de Reagan. Je pourrais également citer votre président socialiste, François Mitterrand.

**L'État a donc été acteur plutôt que « victime » de la globalisation ?**

**SASKIA SASSEN.** Oui, les exécutifs des États ont été des acteurs essentiels de la construction du régime néolibéral global. Ils l'ont fait de différentes façons. Je donne quelques exemples. Pour avoir un marché global des capitaux, vous devez maîtriser l'inflation. Dans les années 1980, le système financier global, très concentré dans l'hémisphère Nord, a demandé une toute petite intervention mais qui tourne autour d'une grande transformation : privilégier le contrôle de l'inflation sur la création d'emplois. Deuxième demande qui a pu apparaître comme relevant de l'économie pure : la dérégulation. Elle a été mise en place par les États nationaux qui se sont laissé persuader qu'il s'agissait du meilleur moyen de susciter du dynamisme éco-

nomique. La dérégulation est donc apparue dans les habits de la loi nationale. Un autre phénomène a accompagné toutes ces dérégulations (télécommunications, transports, etc.) : les experts qui venaient du secteur privé sont devenus conseillers des États à l'intérieur de la branche exécutive.

Ce n'est pas une interprétation que je vous livre. C'est la façon dont ça s'est réellement passé lors des décennies stratégiques, les années 1980 et 1990. En 2000, le boulot était fait.

**Si je vous dis : « C'est la fin de l'État nation mais pas de l'État. » Est-ce que cela peut résumer votre travail ?**

**SASKIA SASSEN.** Cela pourrait être le titre de l'interview car c'est le sens de ce que je développe avec plus de nuances et de manière moins « abrupte ». Tout ce que j'ai dit est contenu dans cette formule, en effet. On peut s'en servir comme d'un guide.

L'État n'est pas une entité en déclin. Ce qui est en déclin, c'est le projet d'un État Nation où nous comptons tous pour un et au sein duquel l'adhésion compte. C'est ce projet-là qui est l'objet d'attaques.

Prenons le débat sur les impôts. Je ne parle pas du cas Depardieu – encore que, cela dit, il y a soixante ans, il aurait été vu comme un traître – mais du grand débat sur les impôts payés ou pas par les grandes compagnies comme Google. Il faut souligner la façon dont l'État a aidé au façonnement des mécanismes d'évitement fiscal. Pourquoi les gouvernements ont-ils permis cela ? Parce que justement l'État n'est plus au service de l'État nation.

Les luttes du mouvement ouvrier aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ont permis la constitution d'un État régulateur, avec son éducation publique, ses transports publics, le logement social. Tout cela a permis l'émergence d'une classe moyenne et d'une large classe ouvrière prospère. Chaque génération vivait mieux que la précédente. La rupture de ce projet – production de masse, consommation de masse, organisation de masse – a commencé dans les années 1970 avec, notamment, la menace, brandie contre les syndicats, de délocalisations. Or, l'État a favorisé cela. Aux États-Unis, le Sénat a voté, au début des années 1960, une loi qui a permis aux compagnies d'exporter une partie de



Banque d'images de l'ADAGP/ADAGP Paris, 2013

L'AFFICHE EN REGARD. Michel Quarez, *Bonjour Voisin !*, 1994, France. Cette image a été publiée par la mairie de Saint-Denis pour promouvoir des rencontres entre les citoyens et les élus.

leur « process » de production et là réside l'innovation, cruciale, de réimporter les biens sans avoir à acquitter de droits de douane. C'est le début des délocalisations à travers une toute petite loi innocente.

J'ajoute un élément sur les constitutions. Les deux modèles de constitution moderne sont la Constitution américaine et la Constitution française. Ce qui les caractérise, c'est : l'État, c'est moi ; et moi, le peuple, c'est l'État. C'était organique. Regardez les constitutions qui ont été rédigées après la chute du mur de Berlin et des dictatures en Amérique latine, dans les années 1980 et 1990 : elles contiennent toutes une clause qui représente une rupture majeure avec les deux modèles évoqués. Le « souverain » – c'est un terme générique de droit international – même s'il est légitimement élu ne peut prétendre être le représentant exclusif du

peuple dans les affaires internationales. L'État représente-t-il son peuple ? Non, ou au moins, pas nécessairement. C'est un autre indicateur que l'État nation est fini mais que l'État est encore là.

**Vos recherches vous ont également amenée à contester l'idée que la globalisation était un processus sans lieux.**

**SASKIA SASSEN.** À un moment, dans mon travail, je me suis en effet penchée sur la question de savoir si la globalisation avait besoin de lieux. Elle en a besoin et ce sont les « villes globales ». Qu'offre la ville aux compagnies ? Pas seulement un mode de vie. Les compagnies ne s'installent pas dans les villes – où tout est plus onéreux – pour le bonheur de leurs salariés. Non, les villes offrent un accès à un capital urbain de connaissances qui est bien

plus que la simple somme des connaissances des travailleurs spécialisés des compagnies de service d'aides aux entreprises (avocats, comptables...). Chaque ville offre un aspect particulier de ce capital. Il n'y a pas une ville impériale qui en offre la totalité. C'est la raison pour laquelle les compagnies s'implantent dans plusieurs villes.

Autre aspect : on dit que la ville est un site de coordination. Non, la ville est un site de production mais d'un type différent : conseil, finances, services. Les grands groupes pourraient ne conserver que leurs quartiers généraux. Ils ont besoin du réseau complexe de connaissances dans les villes, pas d'être présents eux-mêmes dans toutes les villes. Même McDo : quand la compagnie veut vendre en Mongolie, elle doit s'adapter à la comptabilité mongole, la loi mongole, aux traditions mon-

goles, à l'architecture mongole du bâtiment dans lequel elle veut ouvrir un magasin. Pas la peine d'aller en Mongolie pour cela. Il suffit d'acheter ici une expertise sur la loi mongole, là, une autre sur la comptabilité... Où trouve-t-on ces expertises ? Dans les villes globales. Des multinationales peuvent déménager leur siège social où elles veulent mais elles ont besoin de ces villes globales qui développent des types particuliers et précis d'expertise. Par exemple, Singapour exporte son savoir de gestion des ports globaux. Singapour gère des ports partout à travers le monde. C'est ça, la globalisation.

Autre point que je voudrais souligner et qui a une portée politique : les villes entrent en compétition entre elles bien moins que ne le laisse supposer une rhétorique commune. Selon celle-ci, les villes subiraient la pression et abandonneraient tout (à commencer par les impôts) pour attirer les compagnies.

Deux faits relativisent cela. D'abord, le savoir particulier des villes. Londres est un centre financier différent de New York, qui est différent de Francfort, qui est différent de Paris. Cela veut dire que les dirigeants de ces villes n'ont pas besoin de tout abandonner. Si vous prenez le top 100 des firmes de services spécialisés, elles ont des filiales ou des bureaux dans près

**« La ville constitue un espace où les sans-voix, les sans-pouvoirs peuvent faire l'histoire. »**

de 500 villes, c'est-à-dire bien au-delà des villes globales. Cela vous dit le besoin qu'elles ont d'avoir une implantation.

Ensuite, les maires se parlent de plus en plus. Les dirigeants des villes doivent encore plus échanger. Disons, les sept maires des sept villes où une firme globale a décidé de s'implanter doivent examiner leurs options en affrontant cette compagnie. Cela pourrait dessiner une sorte de carte d'action politique. La ville est un espace intéressant pour définir une politique.

**Peut-elle être considérée comme un nouveau lieu privilégié de l'exercice de la souveraineté populaire et de la citoyenneté ?**

**SASKIA SASSEN.** Je pense, oui. C'est une question complexe mais je dirais ceci. La ville constitue un espace où les sans-voix, les sans-pouvoirs peuvent faire l'histoire d'une façon qui ne leur est pas possible dans un petit village ou une banlieue résidentielle. Cela ne veut pas dire que c'est le seul lieu, mais c'est un lieu crucial. Devenir visible peut changer le caractère de l'impuissance. L'impuissance n'est pas simplement une condition absolue qui se résumerait en l'absence de pouvoir.

Sous certaines conditions, l'impuissance peut devenir complexe. Je veux dire par là qu'elle contient la possibilité de faire la politique, ou la citoyenneté, ou l'histoire. Il y a une différence entre l'impuissance et l'invisibilité ou l'impotence. Nombre des mouvements de protestation auxquels nous avons assisté au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Espagne, au Chili et aux États-Unis en constituent un exemple : ces manifestants n'ont peut-être pas gagné le pouvoir, ils sont encore sans pouvoir, mais ils font l'histoire.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR  
CHRISTOPHE DEROUAIX

DEMAIN

Nedim Gürsel, écrivain turc,  
de retour d'Istanbul.